



Interview avec Marc Steiner, membre du conseil consultatif de Transparency International Suisse

Interview: Luc Python

En Suisse, certains domaines du secteur public sont exposés à la corruption, dites-vous dans votre rapport annuel 2013. Qu'est-ce que cela signifie?

En raison de la complexité du secteur IT et du fait que la transparence pour les responsables hiérarchiques et des autorités de surveillance n'y est réalisable qu'au prix d'un certain effort, ce secteur est en effet exposé à certains risques de corruption.

Dans le domaine de la construction également, en admettant l'hypothèse de travail selon laquelle des entreprises trouvent des accords anticoncurrentiels pour fausser le résultat d'un marché, il ne paraît pas improbable que, parfois, on cherche à emprunter le chemin de la collusion aussi avec la partie mandante. Comme il y a beaucoup d'argent en jeu, la totalité des marchés publics est touchée par un certain risque de corruption. N'oublions pas que les volumes d'acquisitions des pouvoirs publics s'élèvent à environ 40 milliards de francs, et que ce calcul ne prend pas en considération les entités adjudicatrices telles les CFF, Alptransit Gotthard SA, les groupes énergétiques, etc.

La Suisse ne serait-elle plus le pays modèle où la corruption est inexistante? Qu'est-ce qui a changé?

La Suisse n'est probablement pas plus corrompue qu'avant. Elle est simplement évaluée en fonction de nouveaux standards de droits d'attribution des marchés, en vigueur depuis 1996. L'accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), révisé en 2012, mentionne clairement la lutte contre la corruption comme thème du droit relatif aux marchés publics. La situation demeure à ce jour comparable avec celle du marché financier et respectivement de la régulation de celui-ci. On considère en général aujourd'hui que la légitimation de la régulation du droit administratif économique n'est plus uniquement une question d'argent et d'accès au marché. Elle dépend désormais de la gouvernance. Cette vision des choses jouit actuellement d'une large acceptation politique.

Que fait la Suisse pour lutter contre la corruption dans le secteur public?

Différents mécanismes de gouvernance se superposent à la pratique administrative des marchés publics, afin d'augmenter la compliance pénale, administrative, de même que la compliance au niveau des marchés publics. Il en résulte une réduction des risques liés à la corruption. Le respect des standards en matière de droit des marchés

publics est à peu près comparable au respect des lois de la circulation. La probabilité que des accidents et autres abus se produisent est d'autant plus grande lorsque l'enracinement de la culture de compliance en matière de droit d'attribution des marchés publics est faible. La sensibilisation des acteurs en rapport avec la thématique de la récusation est une question récurrente du droit administratif; il s'agit d'éviter les collisions d'intérêts.

Ensuite il s'agit de faire prendre conscience de l'existence de normes pénales en matière de corruption, et en particulier de règles en matière de ce qui est communément appelé l'«appâtage». Ceci s'applique également au droit du personnel, au code en vigueur en matière d'acceptation de cadeaux et à la réglementation de l'alerte professionnelle (whistleblowing).

Ces moyens sont-ils suffisants?

La nouvelle réglementation fédérale et cantonale du droit d'attribution des marchés est un sujet brûlant, notamment en ce qui concerne les négociations entre pouvoir adjudicateur et soumissionnaires, qui recèlent un grand potentiel d'abus. Transparency International Suisse exige que toute condamnation pour motif de corruption fasse l'objet d'une mention sur une liste noire centralisée et entraîne un blocage des mandats. Les statistiques des acquisitions ainsi que la transparence lorsqu'il s'agit de savoir quel mandat a été attribué à quel soumissionnaire permettent d'empêcher les abus. D'ailleurs c'est comme cela que le journaliste du «Tages-Anzeiger», Christian Brönnimann, a pu découvrir l'affaire du Seco.

Quel est le rôle de votre organisation?

Transparency International Suisse sensibilise tous les acteurs, soit l'Etat, l'économie et la société, à l'importance de la lutte contre la corruption. Elle développe son savoir sur la base des thèmes qui se révèlent particulièrement importants pour la lutte anticorruption. Le champ étudié est ainsi très vaste et comprend aussi bien la corruption dans le monde du sport que le rapport aux capitaux en provenance d'Etats totalitaires ou encore le financement des partis politiques. Depuis l'époque de l'affaire du Seco et l'échec du projet d'acquisition INSIEME, Transparency International est parvenue à la conclusion suivante: les marchés publics constitueront à l'avenir un thème principal. En ce sens, TI veut s'investir dans le cadre de la révision actuel du droit en matière de marchés publics.